

Print

Les mythes et les vérités sur Srebrenica

Par [Dr. Vladislav B. Sotirović](#)
Mondialisation.ca, 11 mai 2021
[Oriental Review](#) 29 avril 2021
Url de l'article:

<https://www.mondialisation.ca/les-mythes-et-les-verites-sur-srebrenica/5656358>



La propagande serbophobe actuelle visant à abolir la [Republika Srpska](#) (RS) [République serbe de Bosnie, NdT] et à créer une Bosnie-Herzégovine unitaire (une province bosniaque musulmane néo-ottomane) provient des rangs du Parti musulman bosniaque pour une action démocratique (Stranka Demokratske Akcije – SDA) et de ses sponsors occidentaux. Cette propagande coïncide toutefois avec la phase finale du procès pour crimes de guerre de La Haye, après les prétendues « arrestations »¹ et déportations express vers les Pays-Bas, par le gouvernement serbe pro-occidental de l'époque, de l'ancien commandant de l'armée de la Republika Srpska (Vojska Republike Srpske – VRS), le général Ratko Mladic, et du premier président de la [Republika Srpska](#) (RS), le Dr. Radovan Karadzic, au tribunal de La Haye pour les crimes de guerre (commis dans les années 1990) en ex-Yougoslavie.²

Cette propagande anti-serbe orchestrée à Sarajevo, Zagreb, Washington, Berlin et Bruxelles vise quatre objectifs essentiels :

- Coller enfin l'étiquette de génocide nazi (peut-être même transmis génétiquement) aux Serbes par le biais du verdict de La Haye.
- Abolir la [Republika Srpska](#) et modifier ainsi les [accords de Dayton](#) de 1995.
- Annuler le génocide contre les Serbes au XXe siècle commis par les Croates, les Bosniaques et les Albanais.
- Légaliser enfin la soustraction du Kosovo à la Serbie et confirmer la création de la Grande Albanie, pour laquelle les principales structures politiques de Pristina et Tirana se prononcent ouvertement.

Il est révélateur que la réactivation de « l'affaire Ratko Mladic » ait suivi immédiatement l'échec des négociations sur la réorganisation constitutionnelle de la Bosnie-Herzégovine, qui annulerait de fait les accords de Dayton du 21 novembre 1995, ainsi que leur ratification à Paris en décembre de la même année. Ces négociations, parrainées par l'UE, ont révélé l'essence de la diplomatie des dirigeants politiques musulmans à l'égard des Serbes à l'ouest de la rivière Drina : abolir à tout prix la Republika Srpska, garante de l'identification nationale et de l'autonomie politico-culturelle des Serbes dans cette région. Comme les années précédentes après Dayton, le principal argument de l'establishment politique musulman de Sarajevo, et surtout du faucon endurci du SDA – Haris Silajdzic, est que la Republika Srpska est une pseudo « création génocidaire » et qu'à ce titre elle doit être abolie.

Comme auparavant, le cas de Srebrenica de juillet 1995, exploité par la propagande politique, est pris comme argument moral pour l'abolition de l'entité politique serbe en Bosnie-Herzégovine, mais aussi comme excuse formelle pour reprendre le Kosovo à la Serbie selon la formule déjà officielle de Hashim Thachi : « Le Kosovo a été perdu pour les Serbes à Srebrenica ».³



Des Casques bleus néerlandais sont assis sur le toit d'un véhicule blindé de transport de troupes tandis que des réfugiés musulmans de Srebrenica, en Bosnie orientale, se rassemblent dans le village de Potocari, au nord de Srebrenica, le 13 juillet 1995.

Nous avons assisté à la manipulation de « l'affaire Srebrenica » pendant plus de deux décennies à travers le lancement et l'exploitation d'une campagne médiatique accusant la partie serbe d'avoir éliminé près de 10 000 civils musulmans de la ville bosniaque après que la VRS l'a conquise en juillet 1995. Le principal « atout » reste les données obtenues par les satellites espions américains, qui ont transmis des photographies prises depuis les airs montrant des traces du sol creusé, ce qui a permis à de nombreux experts improvisés de déclarer que ces traces étaient de présumées tombes de musulmans exécutés à Srebrenica⁴. Bien qu'aucune tombe ou aucun cadavre n'ait jamais été retrouvé à ces endroits par la suite, la campagne de propagande américaine a néanmoins atteint deux objectifs politiques majeurs :

- Elle a exclu la critique du pacte de l'OTAN, qui a violé le principe de neutralité dans le conflit bosno-herzégovinien des années 1990 en bombardant des positions militaires et des installations civiles serbes.
- L'attention de l'opinion publique internationale a été détournée du sort tragique d'environ 250 000 Serbes expulsés du territoire de la République serbe de Krayina par les autorités officielles de sécurité croates (police et armée) au début du mois d'août

1995.

Au cours de l'été et de l'automne 1995, ni Washington ni Bruxelles n'ont tenu compte des points de vue et des explications de Yasushi Akashi (le représentant officiel et chef de la mission des Nations unies en Bosnie-Herzégovine) qui attribuait la responsabilité des événements de Srebrenica à la partie musulmane. La critique publique de Yasushi Akashi concernant son rapport sur Srebrenica a toutefois eu l'effet escompté : elle a révélé la prétendue impuissance des Nations unies et, dans le même temps, a fait la promotion de l'efficacité du nouveau « pacificateur » international – l'OTAN dirigée par les États-Unis.

L'effet final d'un tel jeu de propagande avec les victimes de Srebrenica devrait être l'abolition de la Republika Srpska et, dans ce contexte, la décision du soi-disant « Parlement européen » de commémorer le 11 juillet (1995) comme journée de commémoration des « victimes de Srebrenica ». Bien entendu, il ne s'agit que de victimes musulmanes, mais pas de Serbes de Srebrenica et de ses environs. Rappelons qu'avant la guerre des années 1990, il y avait 25% de Serbes à Srebrenica, et aucun pendant la guerre, et que dans la région de Srebrenica, environ 2 300 civils serbes ont été tués par des musulmans. Dans la région de Srebrenica, 3 267 Serbes ont été tués et massacrés entre avril 1992 et juin 1995, alors que près de 6 500 civils serbes ont été brutalement tués par des musulmans bosniaques et des Croates catholiques romains dans la même zone pendant la Seconde Guerre mondiale (de la manière la plus brutale).⁵

Ainsi, après la décision du Parlement européen (janvier 2009) de marquer le 11 juillet comme « Journée de Srebrenica », la Srebrenica bosniaque (en latin, Argentina), de facto, est devenue une partie de « l'Europe ». Étant donné que le soi-disant « Parlement européen », et, en fait, le Parlement de l'Union européenne (donc, pas de l'Islande, de la Suisse, du Liechtenstein, de la Norvège ... qui ne sont pas des États membres de l'UE, mais qui font certainement partie de l'Europe), a pris une telle décision, nous pouvons conclure que Srebrenica est, après la Slovénie, une deuxième région de l'ex-Yougoslavie qui est devenue membre de l'Union européenne sans une demande officielle d'admission (contrairement à la Slovénie). La Croatie est le troisième pays de l'ex-Yougoslavie à avoir été « européenisé » en 2013. Bruxelles a expliqué sa décision concernant la « Journée de Srebrenica » en se basant sur les affirmations d'A. Izetbegović concernant Srebrenica comme « la plus grande tragédie humaine en Europe après la Seconde Guerre mondiale », lorsque « 7 000 à 8 000 personnes ont disparu après l'entrée de l'armée de la Republika Srpska »⁶ (ou mieux, après le retour des Serbes après l'exode de Srebrenica). Néanmoins, le sort de ces personnes est peu connu, mais le président de la Bosnie-Herzégovine du temps de la guerre est convaincu qu'elles ont été abattues par les Serbes sous le commandement du général Ratko Mladic.



Ratko Mladic à Srebrenica en 1995

Le fait est que, jusqu'à présent, 2 000 victimes de Srebrenica ont été enterrées dans le centre commémoratif de Potochari, et que le reste, jusqu'au chiffre de 7 000 à 8 000 avancé par A. Izetbegovic, n'a pas été retrouvé à ce jour, bien que la quasi-totalité de la Bosnie-Herzégovine ait été « exhumée » à l'aide d'images satellites, etc. Sur la base du témoignage des participants à « l'événement de Srebrenica » de juillet 1995 au Tribunal de La Haye⁷, ainsi que sur la base d'autres mémoires, on peut conclure que pas plus de 2 300 personnes (de sexe masculin) de Srebrenica âgées de 16 à 66 ans ont été « abattues » (c'est-à-dire des conscrits officiels, c'est-à-dire des guerriers et potentiellement des tueurs).

En d'autres termes, un nombre à peu près équivalent à celui des Serbes tués par les forces musulmanes de Srebrenica dans les villages environnants de Srebrenica jusqu'à ce que la VRS entre dans cette ville de Bosnie orientale. Que les chiffres de 2 300 ou de 7 000 à 8 000 soient suffisants pour que le Parlement européen déclare une journée paneuropéenne de deuil/de commémoration n'est pas du ressort de l'auteur de cet article, mais il n'en demeure pas moins que les forces musulmanes ne sont restées que jusqu'en avril 1993 à l'intérieur, comme elles le proclamaient, de la « zone libérée » autour de Srebrenica, et ont réussi à procéder à un nettoyage ethnique systématique des civils serbes. En conséquence, dans les seules municipalités de Srebrenica et de Bratunac, sur 93 établissements serbes, 82 ont été détruits.

Les crimes de guerre en Yougoslavie et le TPIY

Officiellement, l'administration américaine de Bill Clinton a créé le Tribunal pénal international pour l'ex-Yougoslavie (TPIY) à La Haye, aux Pays-Bas, par une résolution de mai 1993 du Conseil de Sécurité des Nations unies, dans le but de promouvoir le principe de la responsabilité individuelle pour les crimes de guerre (toutefois, Bill Clinton n'a jamais été personnellement inculpé par le même tribunal pour les crimes de guerre commis en ex-Yougoslavie, pour une raison qui nous échappe). D'un point de vue strictement moral, le TPIY est destiné à traiter les atrocités de guerre commises dans l'ex-Yougoslavie après 1991. Il s'agit du premier tribunal véritablement international de ce type, le premier à organiser de tels procès depuis l'époque des tribunaux de Nuremberg et de Tokyo.

Cependant, l'essence du TPIY est qu'il a été proclamé comme étant le premier à invoquer la Convention sur le Génocide en prenant principalement en considération « l'affaire Srebrenica » de juillet 1995. Le TPIY a été mandaté pour poursuivre les crimes de guerre contre l'humanité, les violations des lois de la guerre et le génocide commis sur le territoire de l'ex-Yougoslavie. Le tribunal lui-même

est composé de 16 juges permanents sélectionnés par l'Assemblée générale des Nations unies et d'un procureur formellement « indépendant ». Cependant, la majorité de ces 16 juges et le procureur lui-même viennent de pays qui ont des relations politiques, économiques, financières, etc. assez étroites avec les États-Unis et l'Occident.



L'ancien président yougoslave Slobodan Milosevic comparaît devant le tribunal des crimes de guerre à La Haye, aux Pays-Bas, le 12 février 2002

Parmi les personnes inculpées par le TPIY, la personnalité la plus marquante est certainement Slobodan Milosevic, ancien président de la Serbie et de la République fédérale de Yougoslavie composée de la Serbie et du Monténégro (RFY). Il était accusé de crimes commis en Croatie, en Bosnie-Herzégovine et dans la province autonome de Serbie du Sud, le Kosovo et Metochie (en anglais Kosovo). Cependant, son acte d'accusation comprenait également des charges de nettoyage ethnique et de génocide. En ce qui concerne le cas de la Bosnie-Herzégovine, Slobodan Milosevic a été inculpé de quatre chefs d'accusation :

- Deux pour génocide et complicité de génocide.
- Dix pour crimes contre l'humanité impliquant la persécution, l'extermination, le meurtre, l'emprisonnement, la torture, la déportation et les actes inhumains, c'est-à-dire les transferts forcés.
- Huit ont été dénombrés comme des violations graves des Conventions de Genève de 1949 impliquant l'homicide volontaire, la détention illégale, la torture, le fait de causer volontairement de grandes souffrances, la déportation ou le transfert illégal, ainsi que la destruction et l'appropriation massives de biens. Le troisième acte d'accusation prenait principalement en considération « l'affaire Srebrenica » de 1995.
- Neuf actes d'accusation ont été comptabilisés comme des violations des lois ou coutumes de la guerre impliquant des attaques contre des civils, des destructions illégales, le pillage de biens et des traitements cruels.

Cependant, les procédures du TPIY ont été interrompues car le tribunal a intentionnellement laissé Slobodan Milosevic mourir en détention pour la simple raison qu'il ne pouvait pas prouver les accusations portées contre lui. Le point central du tribunal était néanmoins que les individus, y compris les chefs d'État, doivent assumer la responsabilité des actes qu'eux-mêmes et leurs subordonnés ont commis en violation du droit international. Malheureusement, ce principe n'est pas valable pour tous, puisque, par exemple, il n'a jamais été appliqué aux cas d'aucun président américain ou des principaux commandants de l'OTAN.

Actuellement, dans le cadre du même procès, d'autres dirigeants serbes de la région sont accusés de crimes de guerre identiques ou similaires à ceux de Slobodan Milosevic. En ce qui concerne « l'affaire Srebrenica » de 1995, deux d'entre eux sont les plus importants. Tout d'abord, l'ancien dirigeant politique (président de la Republika Srpska) des Serbes de Bosnie-Herzégovine, le Dr Radovan Karadzic, et ensuite, le général Ratko Mladic, commandant militaire suprême de l'armée de la Republika Srpska, qui est accusé d'avoir dirigé le massacre de plus de 8 000 hommes et garçons bosniaques dans une « zone de sécurité » des Nations unies à Srebrenica en juillet 1995. La propagande serbophobe occidentale ne cesse de souligner qu'il s'agit du plus grand massacre en Europe depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale. Or, le plus grand massacre en Europe depuis le 1er janvier 1945 a été le massacre des civils de Dresde commis par Winston Churchill et Dwight Eisenhower. Néanmoins, le général Ratko Mladic a été « arrêté » en 2001 et extradé à La Haye.

Néanmoins, la question fondamentale se pose : que s'est-il réellement passé et pourquoi à l'intérieur et autour de la ville de Srebrenica en juillet 1995 et avant ?

Vladislav B. Sotirovic

À suivre...

Sources

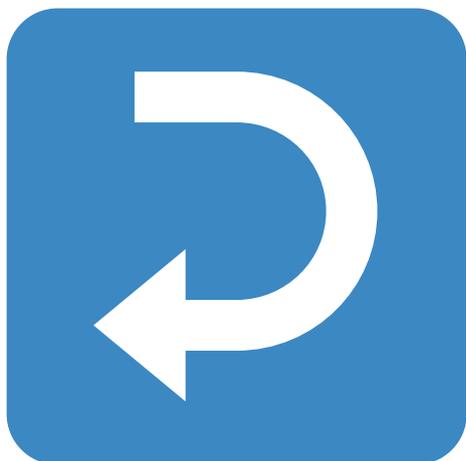
- [Le procès Mladić : une tache sur la civilisation](#)
- [Le massacre de Srebrenica était une gigantesque fraude politique](#)
- [Milosevic est disculpé mais rien n'arrête la machine de guerre de l'OTAN](#)
- [Le Kosovo sera libéré](#)

source : <https://orientalreview.org>

Traduit par Zined pour le Saker Francophone

Notes

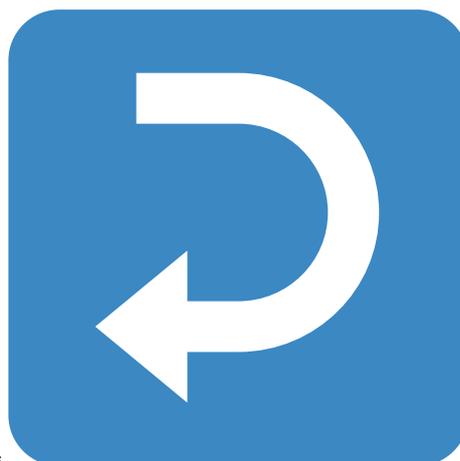
1. Sur l'« arrestation » du général Mladic dans le village de Lazarevo en Voïvodine, voir le reportage de la télévision russe Russia Today. En fait, il n'y a pas eu de véritable arrestation, car le général Mladic s'est rendu de lui-même afin de recevoir les soins médicaux nécessaires. La farce de l'arrestation a été mise en scène par la coalition fantôme pro-occidentale alors au pouvoir à Belgrade afin d'obtenir les votes dont elle avait tant besoin pour les prochaines élections présidentielles et parlementaires (2012).



2. Le général Ratko Mladic (né le 12 mars 1942 en Bosnie orientale) a été « arrêté » le 26 mai 2011 et envoyé à La Haye le 31 mai 2011. Le procès du général a commencé le 16 mai 2012. Ici, nous sommes libres de poser deux questions cruciales :

- Pourquoi le Général s'est-il caché en Serbie, et non dans sa propre patrie, la [Republika Srpska](#), dans laquelle il a combattu et pour laquelle il s'est battu ?
- Pourquoi le régime fantoche de Belgrade n'a-t-il pas livré le général Mladic à Banja Luka après son arrestation, c'est-à-dire en Republika Srpska, où il serait jugé pour les crimes présumés qui, s'ils ont été commis, ne l'ont pas été aux Pays-Bas mais en Republika Srpska ?

Il est nécessaire de rappeler que les autorités américaines ne reconnaissent aucun tribunal international (ni militaire ni civil) où leurs présidents, soldats et/ou officiers accusés de crimes de guerre à travers le monde seraient instruits. De même, pendant la guerre civile américaine de 1861-1865, l'armée fédérale du gouvernement américain a commis des crimes contre l'humanité avérés sur le territoire du Sud confédéré pour lesquels personne n'a été tenu responsable jusqu'à présent, comme pour les crimes de génocide contre les civils japonais à Hiroshima et Nagasaki en 1945. Les historiens américains affirment qu'un total d'environ 5 millions d'Indiens ont été tués aux États-Unis. En outre, les survivants de ce génocide ont été placés dans des camps de concentration à ciel



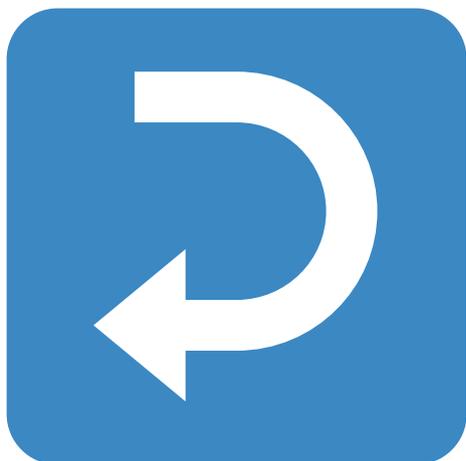
ouvert, appelés « réserves » par les responsables américains

3. Sur la base de l'approche de Hashim Thaci, le Kosovo est perdu pour les Albanais lors du crématorium géré par les Albanais dans le village kosovar de Klechka en août 1998, et après le « Pogrom de mars » des Serbes du Kosovo (17-19 mars 2004). Par conséquent, les Albanais ont peut-être perdu le dernier droit moral de vivre en Europe, et sous les auspices des Nations Unies, ils devraient être déportés comme une ethno-collectivité nazie destructrice des Balkans (et de l'Europe) vers leur véritable patrie dans le

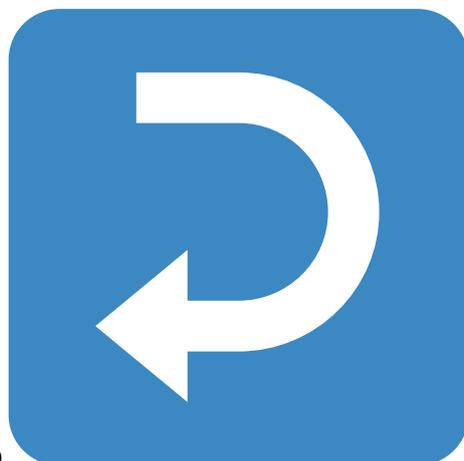


Caucase de l'Est.

4. Regardez les documentaires *Забрањена истина о Сребреници* (« *The Forbidden Truth About Srebrenica* ») et *Town Betrayed*



5. Les guerres des années 1990 en ex-Yougoslavie n'étaient rien d'autre que la continuation de la guerre précédente de 1941-1945 et cette guerre était, en fait, une continuation de la guerre de 1914-1918. Le Dr. Radovan Karadzic a clairement indiqué que la guerre des années 1990 : « ... était une continuation de la Seconde Guerre mondiale, les gens se souvenaient de ce que telle ou telle famille leur avait fait et avaient peur que tout cela se reproduise, et ils ont dit : Il vaut mieux que nous les tuions d'abord plutôt que ce soit eux qui nous tuent. Les gens n'ont pas oublié qui a tué leurs pères, leurs grands-pères et leurs mères. Tout le monde avait peur de la vengeance et a commencé le premier » – Радован Караџић, Интервју, Московские новости, Москва, No. 36, 05. 09. 1993, page 11A. Par la logique des choses et la connaissance de l'histoire des Slaves du Sud, on peut conclure que la prochaine guerre dans cette région ne sera que la continuation de la précédente de la dernière décennie du 20ème siècle. Sur l'histoire des Serbes au cours des cinq derniers siècles entre extinction biologique et survie physique, voir Милорад Екмечић, Дуго кретање између клања и



орања. Историја Срба у Новом веку (1492-1992), Београд : Evro Giunti, 2010

6. Alija Izetbegović, Govori, pisma, intervjui '95, Sarajevo : ТКР « Šahinpašić », 1996, page 107



7. Le tribunal de La Haye a été créé et lancé par l'administration américaine dans le but d'assimiler les Serbes, pour les crimes qu'ils auraient commis, aux Allemands nazis, comme en témoigne l'énorme différence ethnique dans le nombre et les années de peines de prison pour les Serbes par rapport à tous les autres criminels de guerres ethniques d'autre part. Les acquittements honteux par le tribunal du boucher bosniaque de Srebrenica, Naser Oric, du tueur de masse albanais du Kosovo Ramush Haradinaj, ainsi que des bêtes oustachis (croates nazis) Ante Gotovina et Mladen Markach, sont les plus révélateurs du caractère extrêmement politisé de cette institution détestant les Serbes. Nous devons garder à l'esprit que Serge Brammertz a déclaré publiquement le 3 janvier 2013 que les 1300 pages de l'acte d'accusation contre les généraux croates A. Gotovina et M. Markach contiennent suffisamment de



preuves de leur activité génocidaire.

Avis de non-responsabilité: Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexacts.

Copyright © Dr. Vladislav B. Sotirović, Oriental Review, 2021